



Commune de Lucens

Municipalité

Service de l'assainissement

Préavis n° 12 – 2011
au Conseil communal

"Règlement communal sur la gestion des déchets"

Lucens, le 31 octobre 2011

Table des matières

1	Objet du préavis	3
2	Préambule	3
3	Taxes communales	4
4	Compétences de la Municipalité	4
5	Conclusions	4

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

1 Objet du préavis

Le présent préavis se rapporte à un nouveau règlement communal en matière de gestion des déchets.

La proposition, par les services de l'Etat, et en particulier par le SESA, d'un nouveau règlement type sur la gestion des déchets et en particulier avec l'indication des différentes taxes qui peuvent ou doivent être prélevées, a conditionné la décision de la Municipalité de ne pas vous proposer un avenant au règlement actuellement en vigueur, mais de vous proposer un nouveau règlement.

Notre règlement sur la gestion des déchets, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 26 avril 1993, s'il était bien adapté pour l'époque, doit faire face maintenant à la modification de la législation en vigueur.

2 Préambule

- En application du principe de causalité prévu par le droit fédéral (art. 32 et 32a de la loi sur la protection de l'environnement), c'est au détenteur des déchets qu'il appartient d'assumer le coût de leur élimination, et ce par l'intermédiaire de taxes.

Le Tribunal fédéral (TF) a spécifié les modalités d'application de ce principe dans son arrêt du 4 juillet 2011 concernant le règlement sur la gestion des déchets de la commune de Romanel-sur-Lausanne.

Ce jugement précise en substance les éléments suivants :

- L'élimination des déchets urbains doit être financée au moyen de taxes.
- La taxe doit être fonction du type et de la quantité des déchets produits et avoir un effet incitatif.
- **La combinaison d'une taxe individuelle liée à la quantité de déchets (taxe au sac ou au poids) avec une taxe de base est admise.**
- Le revenu de l'impôt ne peut être utilisé que pour financer les frais de l'élimination de déchets non urbains, tels que déchets de voirie ou déchets spéciaux des ménages.

- Le financement par l'impôt de l'élimination des déchets urbains est contraire au droit fédéral, sauf si la commune peut démontrer, preuves à l'appui, l'effet négatif de la taxe causale sur une élimination des déchets respectueuse de l'environnement. Cette démonstration doit se fonder sur des données d'expérience en relation avec la situation concrète de la commune.
- Au surplus, si la comptabilité communale ne permet pas de distinguer les frais d'élimination des déchets urbains de ceux des autres déchets (p.ex. déchets de voirie, déchets spéciaux), il est admissible qu'une partie soit financée par l'impôt, mais pas au-delà de 30 % (limite maximale). Dans la réalité, la part représentée par les déchets non urbains est sensiblement inférieure.

3 Taxes communales

Actuellement notre commune prélève uniquement une taxe au sac qui couvre, pour l'année 2010, le 45,55 % du montant des frais d'élimination. Selon les directives nous avons l'obligation de financer le 70 % du montant total conformément au droit fédéral (art. 32 et 32 a de la loi sur la protection de l'environnement).

4 Compétences de la Municipalité

Le règlement défini, au niveau des taxes communales qui peuvent être prélevées, le montant maximum que la Municipalité peut prélever.

En fonction de l'évolution des coûts des transports et de l'élimination des déchets, la Municipalité, comme actuellement, communiquera lors de l'établissement du budget les éventuelles adaptations des taxes en veillant à ne pas dépasser la valeur maximale autorisée en fonction de l'article 12 du règlement.

5 Conclusions

En conclusion, la Municipalité vous prie, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil Communal de Lucens,

Vu le préavis municipal no 12-2011

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

Oùï le rapport de la commission désignée pour l'étude de cet objet,

décide

1. D'adopter le Règlement communal sur la gestion des déchets

Municipal responsable : Etienne Berger

Approuvé en séance de Municipalité le 14 novembre 2011

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic :



E. Berger



La Secrétaire :



C.-L. Cruchet

Annexe(s) : Règlement communal sur la gestion des déchets



Commune de Lucens

**REGLEMENT COMMUNAL
SUR LA GESTION DES DECHETS**

Sommaire

Chapitre premier – DISPOSITIONS GENERALES	3
Art. premier Champ d’application	3
Art. 2 Définitions	3
Art. 3 Compétences	3
Chapitre 2 – GESTION DES DECHETS	4
Art. 4 Tâches de la Commune	4
Art. 5 Ayants droit	4
Art. 6 Devoirs des détenteurs de déchets	4
Art. 7 Récipients et remise des déchets	5
Art. 8 Déchets exclus	5
Art. 9 Feux de déchets	5
Art. 10 Pouvoir de contrôle	5
Chapitre 3 – FINANCEMENT	5
Art. 11 Principes	5
Art. 12 Taxes	6
A. Taxe sur les sacs à ordures :	6
B. Taxe sur les conteneurs :	6
C. Taxe forfaitaire pour les habitants	6
D. Taxe forfaitaire pour les entreprises	7
E. Taxe forfaitaire pour les personnes en résidence secondaire	7
Art. 13 Décision de taxation	7
Art. 14 Echéance	7
Chapitre 4 – SANCTIONS ET VOIES DE DROIT	8
Art. 15 Exécution par substitution	8
Art. 16 Recours	8
Art. 17 Sanctions	8
Chapitre 5 – DISPOSITIONS FINALES	8
Art. 18 Abrogation	8

REGLEMENT COMMUNAL SUR LA GESTION DES DECHETS

En vertu de la loi cantonale du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets (LGD) et de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE), la Commune de Lucens édicte le règlement suivant :

Chapitre premier – DISPOSITIONS GENERALES

Art. premier Champ d'application

¹ Le présent règlement régit la gestion des déchets sur le territoire de la Commune de Lucens.

² Il s'applique à l'ensemble du territoire de la Commune et à tous les détenteurs de déchets.

³ Les prescriptions de droit public fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

Art. 2 Définitions

¹ On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue, provenant par exemple des entreprises industrielles, artisanales ou de services, des commerces et de l'agriculture.

² Sont notamment réputés déchets urbains :

- a) Les ordures ménagères, qui sont des déchets incinérables mélangés.
- b) Les objets encombrants, qui sont des déchets incinérables ne pouvant pas être introduits dans les récipients autorisés pour les ordures ménagères, du fait de leurs dimensions.
- c) Les déchets valorisables, qui sont des déchets homogènes collectés séparément pour être réutilisés, recyclés ou traités, tels que le verre, le papier, les déchets compostables, les textiles et les métaux.

³ Les déchets spéciaux sont les déchets définis comme tels par le droit fédéral, dont l'élimination exige la mise en œuvre de mesures particulières pour être respectueuses de l'environnement.

Art. 3 Compétences

¹ La Municipalité assure l'exécution du présent règlement.

² Elle édicte à cet effet une directive, que chaque usager du service est tenu de respecter. La directive précise notamment le mode de collecte des ordures ménagères, des objets encombrants et des déchets valorisables.

³ La Municipalité peut déléguer en totalité ou en partie l'accomplissement de ses tâches à des organismes indépendants (corporations, établissements publics ou privés).

⁴ Elle collabore avec les autres communes dans le cadre des périmètres régionaux définis par le plan cantonal de gestion des déchets. Dans la région, la coordination est assurée par la Coreb – Codeb.

⁵ La Municipalité fixe les taxes selon les montants cadres autorisés par l'article 12 du présent règlement, elle annonce par voie budgétaire les montants fixés.

Chapitre 2 – GESTION DES DECHETS

Art. 4 Tâches de la Commune

¹ La Commune organise la gestion des déchets urbains de son territoire. Elle est également responsable de l'élimination des déchets de la voirie communale et de celle des petites quantités de déchets spéciaux détenus par les ménages et non repris par les fournisseurs.

² Elle veille à l'efficacité de l'organisation, à la protection de l'environnement, à l'économie de l'énergie et à la récupération des matières premières.

³ Elle prend toutes les dispositions utiles pour réduire les quantités de déchets produits sur son territoire.

⁴ Elle organise la collecte séparée des déchets valorisables.

⁵ Elle encourage le compostage décentralisé des déchets organiques, dans les jardins ou dans les quartiers. Elle organise un service de broyage. Elle veille à ce que les déchets organiques qui lui sont remis soient traités dans les règles de l'art.

⁶ Elle informe la population sur les mesures qu'elle met en place.

Art. 5 Ayants droit

¹ Les tournées de ramassage et les postes de collecte des déchets sont à la disposition exclusive de la population et des entreprises qui résident dans la Commune.

² Il est interdit d'utiliser cette infrastructure pour éliminer des déchets qui ne sont pas produits sur le territoire de la Commune.

Art. 6 Devoirs des détenteurs de déchets

¹ Les détenteurs remettent les ordures ménagères et les déchets encombrants lors des ramassages organisés par la Commune ou les déposent dans les postes de collecte prévus à cet effet, selon la directive communale. Il en va de même pour les déchets urbains valorisables.

² Les ménages compostent les déchets organiques, tels que branches, gazon, feuilles, déchets de cuisine. S'ils n'en ont pas la possibilité, ils les remettent conformément à la directive communale.

³ Les déchets spéciaux sont éliminés par leurs détenteurs selon les prescriptions fédérales et cantonales en vigueur.

⁴ Les ménages retournent en priorité aux points de vente les déchets spéciaux qu'ils détiennent. Les petites quantités de déchets spéciaux ménagers non repris par les points de vente sont remises aux postes de collecte ou lors des ramassages précisés par la directive communale.

⁵ Les autres déchets sont éliminés par leurs détenteurs, à leurs propres frais. Ils ne peuvent pas être remis lors des ramassages ni déposés dans les postes de collecte publics, à moins d'une autorisation expresse de la Municipalité.

⁶ Les entreprises peuvent être tenues d'éliminer elles-mêmes les quantités importantes de déchets valorisables et, avec leur accord, les autres déchets urbains qu'elles détiennent.

⁷ Il est interdit d'introduire des déchets, mêmes broyés, dans les canalisations, et de déposer des déchets en dehors des lieux et des horaires prévus par la directive communale.

Art. 7 Récipients et remise des déchets

¹ Les déchets sont remis exclusivement dans les récipients autorisés à cet effet et de la manière précisée dans la directive communale.

² Les bâtiments de plus de 4 logements sont équipés de conteneurs d'un type défini par la Municipalité. Les conteneurs en mauvais état ou non conformes sont retirés après avertissement au contrevenant.

Art. 8 Déchets exclus

¹ Les déchets suivants sont exclus des ramassages ordinaires d'ordures ménagères et de déchets encombrants :

- les appareils électriques et électroniques, tels que les téléviseurs, les radios et autres appareils de loisirs, les ordinateurs et autres appareils de bureau, les aspirateurs, les réfrigérateurs, les congélateurs et autres appareils électroménagers ;
- les déchets spéciaux, tels que les piles, les tubes fluorescents, les produits chimiques et les huiles minérales ;
- les véhicules hors d'usage et leurs composants, pneus notamment ;
- les déchets de chantier, la terre, les pierres et la boue ;
- les cadavres d'animaux, les déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs ;
- les substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives ;
- les déchets organiques compostables, tels que les branches, le gazon et les feuilles ;
- les autres déchets valorisables tels que le papier, le verre, les textiles et les métaux.

² La directive communale précise le mode d'élimination de ces déchets.

Art. 9 Feux de déchets

¹ Les feux de déchets sont interdits sur le territoire communal.

Art. 10 Pouvoir de contrôle

¹ Si les déchets sont déposés de manière incorrecte ou illégale, ou si d'autres motifs importants l'exigent, les récipients contenant des déchets peuvent être ouverts et examinés par des mandataires de la Municipalité à des fins de contrôle et d'enquête.

Chapitre 3 – FINANCEMENT

Art. 11 Principes

¹ Le détenteur assume le coût de l'élimination de ses déchets.

² La Commune perçoit des taxes pour couvrir les frais de gestion des déchets urbains. Le législatif communal en définit les modalités à l'article 12 ci-dessous, soit en particulier le cercle des assujettis, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

³ Jusqu'à concurrence des maximums prévus à l'article 12, la Municipalité est compétente pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale. Elle prend en compte les charges budgétisées, les excédents et les déficits des années précédentes. Elle communique les bases de calcul qui servent à fixer le montant des taxes.

Art. 12 Taxes

Le dispositif proposé ici correspond aux dispositions légales et à la jurisprudence résumée ci-dessus. Il associe une taxe proportionnelle à la quantité individuelle de déchets (taxe au sac ou au poids) et une taxe forfaitaire. En principe la taxe à la quantité est destinée à financer l'élimination des déchets incinérables, alors que la taxe forfaitaire sert à couvrir les frais liés aux déchets valorisables, à l'information, ainsi que les autres frais généraux.

Il s'agit du système le plus souvent appliqué en Suisse. Il répond aux recommandations de la Confédération. Il a un effet incitatif (taxe à la quantité), tout en permettant d'atteindre le taux de couverture substantiel requis (taxe forfaitaire).

Les taxes mentionnées ci-dessous sont annoncées chaque année par voie budgétaire.

A. Taxe sur les sacs à ordures :

¹ La taxe sur les sacs à ordures est fixée à :

- Au maximum : 20.- francs par rouleau de 10 sacs de 17 litres,
35.- francs par rouleau de 10 sacs de 35 litres,
55.- francs par rouleau de 10 sacs de 60 litres,
50.- francs par rouleau de 5 sacs de 110 litres.

Ces montants s'entendent avec TVA comprise.

B. Taxe sur les conteneurs :

¹ La taxe sur les conteneurs est fixée à :

- 100.- francs par plomb (TVA comprise) au maximum pour un conteneur de 800 litres

C. Taxe forfaitaire pour les habitants établis et en séjour

¹ La taxe forfaitaire par habitant est fixée à :

- 100.- francs par an (TVA comprise) au maximum par habitant de plus de 18 ans (dès le 1^{er} janvier de l'année des 18 ans).

² La situation familiale au 1^{er} janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.

³ En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par trimestre entier et calculée prorata temporis.

D. Taxe forfaitaire pour les entreprises

¹ Les taxes forfaitaires annuelles pour les entreprises, dont tout ou partie des déchets sont pris en charge par la Commune de Lucens, est fixée (TVA non comprise) selon les catégories suivantes :

- **Catégorie no 1**

Entreprises de services	fr.	100.--/an au minimum
Commerces non alimentaires	fr.	300.--/an au maximum

- **Catégorie no 2**

Ateliers, artisanat, menuiseries, peinture, salons de coiffure, garages, exploitations agricoles	fr.	100.--/an au minimum
entreprises construction, boulangeries, laiteries	fr.	450.--/an au maximum

- **Catégorie no 3**

Commerces alimentaires, kiosques, cafés, hôtels, restaurants, bars et autres établissements publics,	fr.	200.--/an au minimum
cabinets dentaire, pharmacies, médecins	fr.	2'000.--/an au maximum

- **Catégorie no 4**

Quincailleries	fr.	250.--/an au minimum
	fr.	1'000.--/an au maximum

- **Catégorie no 5**

Industries, EMS, Hôpitaux, horticulteurs, imprimeries	fr.	300.--/an au minimum
	fr.	3'000.--/an au maximum

E. Taxe forfaitaire pour les personnes en résidence secondaire

¹ Pour les résidences secondaires, il est perçu du propriétaire une taxe forfaitaire de 200.- francs par an (TVA comprise) par résidence.

Art. 13 Décision de taxation

¹ La taxation fait l'objet d'une décision municipale.

² La décision de taxation définitive a force exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

Art. 14 Echéance

¹ Les taxes doivent être payées dans les 30 jours dès leur échéance.

² Un intérêt moratoire de 5% l'an est dû sur les taxes impayées dès la fin du délai de paiement.

Chapitre 4 – SANCTIONS ET VOIES DE DROIT

Art. 15 Exécution par substitution

¹ Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office aux frais du responsable, après mise en demeure.

² La Municipalité fixe le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies et délais de recours.

Art. 16 Recours

¹ Les décisions de la Municipalité qui ne concernent pas la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

² Les décisions de la Municipalité relatives à la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la commission de recours en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales dans les 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

³ Les décisions de la commission de recours en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

⁴ Les recours s'exercent par acte écrit et motivé.

Art. 17 Sanctions

¹ Celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du présent règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible de l'amende. Les dispositions de la loi sur les contraventions s'appliquent.

² La Commune a le droit d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.

³ Les dispositions pénales prévues par la législation fédérale et cantonale sont réservées.

Chapitre 5 – DISPOSITIONS FINALES

Art. 18 Abrogation

¹ Le présent règlement remplace celui du 26 avril 1993 et son annexe du 6 décembre 1999.

Art. 19 Entrée en vigueur

¹ Le présent règlement entre en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

Approuvé par la Municipalité de Lucens dans sa séance du 31 octobre 2011

Le Syndic :

La Secrétaire:

E. Berger

C.-L. Cruchet

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 12 décembre 2011

La Présidente:

La Secrétaire:

A. Maillard

S. Rey

Approuvé par le Département de la sécurité et de l'environnement. Lausanne, le
(signature : La Cheffe du département)